

Des techniques industrielles aux techniques conviviales

On peut se demander si les techniques industrielles n'ont jamais produit autre chose que de la dépendance et de l'irresponsabilité à grande échelle. Certes, un théoricien tel qu'Ivan Illich (1) nous a présenté l'idée qu'il existait une sorte d'optimum, où les activités industrielles (hétéronomes) se combinaient harmonieusement avec des activités présentées comme plus sympathiques (autonomes). Il existerait ainsi selon Illich un seuil de contre-productivité à ne pas franchir, au-delà duquel des effets pervers se produisent. Mais si Illich précise qu'un tel seuil devrait être l'objet de procédures politiques démocratiques et non de calculs scientifiques, il reste qu'on ne voit pas à quoi pourrait ressembler de telles procédures... à moins d'avoir une idée précise du genre de société à opposer à la société industrielle.

Comme nous l'avons précisé dans l'article précédent, le caractère industriel des techniques ne se manifeste plus tellement par la présence de machines, ou par la diminution de la part manuelle du travail. C'est plutôt par le contrôle que se manifestent, phénoménologiquement, les logiques industrielles de production. Ce contrôle est la conséquence d'un consensus social autour d'une quête générale de vitesse, quête qui repose sur des présupposés culturels dont les deux que nous avons tenté d'éclaircir précédemment.

L'organisation du travail humain (informatisé) et la gestion des flux de marchandises (numérisés) sont des lieux sociaux privilégiés pour reconnaître le déploiement du contrôle sur les lieux de production industrielle et en aval de ceux-ci. La croissance de l'infrastructure numérique (2), actuellement très rapide, ne signifie donc pas que nous sommes libérés des contraintes industrielles, mais plutôt que la gestion de celles-ci demande de plus en plus de travail (3).

Je n'ai pas eu envie de décrire ce qu'est une société conviviale, mais plutôt de préciser certaines portes de sorties de l'industrie possibles. Chaque paragraphe ci-après représente en quelque sorte une porte. Ce serait peut-être plus simple s'il n'y ait qu'une seule porte ; cependant, j'imagine que

des personnes aux trajectoires différentes pourraient trouver plus intéressante une piste plutôt qu'une autre. En particulier, la question du réoutillage (troquer des infrastructures industrielles contre des outils maîtrisés localement) est certainement une vue incomplète du problème. Ce tableau présente donc d'autres manières d'aborder la sortie de l'industrie que par la description des techniques que l'on souhaite voir apparaître ou disparaître. Ce sont autant de points d'appui pour une autodéfense face aux dispositifs d'acceptabilité de l'industrie, toujours tentés de donner une définition minimaliste de ce qu'est l'industrie pour exhiber des "révolutions" qui n'en sont pas.

Techniques spécifiques

Les techniques conviviales s'opposent aux techniques industrielles, lesquelles sont les outils spécifiques des sociétés industrielles. On pourrait aussi les appeler "techniques douces". Pour Illich, un outil convivial est un outil que « chacun peut utiliser sans difficulté, aussi souvent et aussi rarement qu'il le désire, à des fins qu'il détermine lui-même. L'usage que chacun en fait n'empiète pas sur la liberté d'autrui d'en faire autant » (4). Cette question du réoutillage de la société, en vue de doter les personnes d'outils moins puissants que

(1) « La théorie ne peut mesurer précisément d'ici le post-industriel technique dans une [...] Chaque compte d'une histoire doit, dures politiques par quel degré lui devrables la programmation de l'espace, le m et l'injustice », *Energie*
(2) L'expression « numérique » contient l'absence d'Internet. Non réseau, mais en tant vers toujours plus d'entre les réseaux et t minaux ainsi reliés. bien que fréquem comme une alternat me, se situe au centre nique de la croissanc structure.

(3) « En effet, l'ap technologie de l'info communication n'ab ment au desserremmer participe également tion : ainsi, ce desse duit-il pas une réso déplacement du prc qu'au prochain go ment, qui lui, devier riel et logiciel. Car di sement de la compl pas seulement la pi flux matériel, mais é positif de contrôle » *La logique politique c*
(4) *La Convivialité*, p

ceux actuels mais plus maîtrisables par elles, est aussi abordée par Ingmar Grandstedt dans son livre *Du chômage à l'autonomie conviviale* où il est proposé une démarche "techno-politique" de désindustrialisation progressive (5).

Type de l'efficacité valorisée

Les sociétés industrielles valorisent la vitesse d'exécution du travail humain. Les critères techniques (mesurant cette vitesse) sont alors les seuls retenus. Selon ces critères, une technique l'emporte sur une autre, sans autre forme de procès. Aux personnes ensuite de s'y adapter plus ou moins progressivement. Au contraire, une technique conviviale est efficace parce qu'elle est disponible et maîtrisable là où vivent les personnes, indépendamment de ce que font les autres. Une "souveraineté technique" apparaît alors comme un critère d'efficacité sociale, différent du seul critère de vitesse que l'on retient habituellement dans les sociétés industrielles. En matière de solidarité, ce critère d'autonomie offre une alternative intéressante à l'industrie, dont nous avons vu dans l'article précédent qu'elle emportait une promesse de justice à travers la distribution et la redistribution de richesses. La prise en charge des équilibres sociaux et écologiques, au plus près de là où ils ont lieu, même quand elle échoue ici ou là, garantie un équilibre global qui permet l'entraide entre régions ainsi non concurrentes. L'industrialisation conduit au contraire à l'interdépendance permanente, généralisée et sans solidarité, aggravant les risques de crises et d'accidents affectant l'ensemble du système.

Teneur en capitaux financiers

La mise en œuvre des techniques industrielles nécessite toujours plus de capitaux financiers, qu'ils soient d'origine publique, privée, ou une alliance des deux. Pour pouvoir passer à une vitesse supérieure dans un cadre de travail industriel, il faut motiver les changements sociaux qui permettront aux personnes d'ajuster leurs vies à cette vitesse. L'argent est alors une façon d'intéresser les acteurs de ces changements. Par la médiation de l'argent, les premiers concernés par les changements techniques ne seront pas les experts et les spécialistes qui mettront en œuvre concrètement ces changements. Ainsi le déploiement des logiques industrielles est intimement lié à la marchandisation du travail. Ingénieurs, consultants, techniciens, ouvriers ou simples opérateurs, sont autant de forces disponibles à la vente sur un marché, peu regardantes sur les finalités du projet d'ensemble auquel elles participent. Un passage prolongé par l'école produit les dispositions nécessaires à ce rôle de rouage (6).

Et bien sûr, l'argent permet aussi de se procurer les différents éléments matériels nécessaires (machine, outils, etc.).

Par ailleurs, le coût élevé de la main-d'œuvre encourage spécifiquement l'usage des techniques industrielles (démultipliant la production par unité de main-d'œuvre), plutôt qu'un autre genre de technique (limitant la productivité). Inversement, la nécessité de rentabiliser les coûts fixes des infrastructures industrielles entraîne la nécessité d'augmenter "la charge de consommation" de la main-d'œuvre, donc d'augmenter le salaire rendant possible cette augmentation de la consommation. Il en résulte une accélération qui menace le système dans son ensemble, sous la forme d'une envolée du coût de la main-d'œuvre (c'est-à-dire les salaires). C'est pourquoi l'existence permanente d'un taux de chômage minimum, de flux de main-d'œuvre internationaux (migrations économiques) et, plus généralement, d'une stratification sociale, tout cela constitue une condition indispensable à l'usage des techniques industrielles. Ces éléments ne sont donc pas des effets malheureux que l'on pourrait contrôler ou limiter sur le long terme.

Pour illustrer comment l'introduction de capitaux dans une activité diminue l'autonomie des personnes, faisons le récit simplifié de ce qui s'est passé pour l'agriculture :

1. Situation initiale : Des paysans et paysannes produisent sur place et avec peu d'outils des denrées alimentaires pour leur consommation, plus une (petite) partie à la vente afin d'obtenir un revenu permettant de se procurer ce qu'ils ne produisent pas eux-mêmes (outils, semences, vêtements, etc.). Ils vendent sur un marché local, qui est donc de petite taille.

2. Un des paysans décide de s'endetter auprès du Crédit Agricole. Son crédit lui permet d'acheter des intrants et un tracteur, ce qui augmente sa productivité et lui permet de vendre plus sur le marché. Grâce à ce capital dont il dispose, il emprunte le détour de production préalablement construit par les industries qui produisent et vendent des intrants et des tracteurs.

3. Le marché s'unifie et s'agrandit : le paysan ne vend plus sur le marché local mais à une coopérative qui elle-même a acheté des camions permettant d'approvisionner et de vendre sur tout le territoire national, et même plus. Cela lui permet de vendre encore plus.

4. A travail égal, le revenu des paysans locaux baisse. Bientôt, les paysans qui n'ont pas emprunté le détour sont concurrencés sur leur marché local. Leurs revenus baissent. Il doivent travailler plus qu'avant pour se procurer ce qu'ils ne produisent pas eux-mêmes. Quelques années plus tard, la dureté des conditions de vie à la ferme fait



"Rapides et confortables" : les trottoirs roulants à Paris...

que les enfants quittent et vendent la ferme... au paysan qui a emprunté le détour. Ailleurs, le Crédit Agricole, les industries vendant et fabriquant des intrants et des tracteurs, embauchent des salariés. Le travail proposé semble moins pénible.

5. Le marché s'unifie encore. Le paysan achète les terres des voisins qui sont devenus salariés des industries et des banques. Il est le seul paysan restant en activité dans la région, et son exploitation est immense. Son revenu augmente et il parvient petit à petit à rembourser son crédit. Cependant le marché s'agrandit encore (des accords de libre échange sont signés au niveau mondial), ce qui motive la recherche de nouveaux "détours" par l'industrie. Les revenus baissent alors qu'il faut à nouveau des capitaux pour emprunter de nouveaux détours (semences transgéniques, etc.) Afin d'éviter que le dernier paysan quitte la région, les pouvoirs publics lui donnent de l'argent sous forme de subventions pour soutenir ses revenus. Il est maintenant totalement dépendant d'un grand nombre d'acteurs : banques, industriels et pouvoirs publics, eux-mêmes influencés par les premiers. Son activité de gestionnaire lui interdit de veiller aux conséquences de son activité sur les écosystèmes. Les consommateurs ont une très mauvaise image de son travail (tout en refusant de payer plus cher ses produits).

Cloisonnements (sociaux) admis

Dans l'imaginaire des sociétés industrielles, il existe une séparation entre la science (les moyens) et la politique (les fins). Il s'agit néanmoins d'une fiction qui, bien que ne se vérifiant pas en pratique, oriente la vie sociale à la manière d'une "constitution" (7). Les avantages d'un tel principe de séparation des pouvoirs apparaissent toujours plus maigres, au fur et mesure que la puissance des techniques augmente, et que ces effets sociaux négatifs font l'objet d'une débauche supplémentaire de techniques. L'irresponsabilité sociale, celles des professionnels et des experts, est alors érigée en compétence, le désintérêt porté aux finalités du travail devenant un gage de professionnalisme et d'intégration sociale. La transition hors des sociétés industrielles exige donc au minimum de penser ensemble les outils concrets, leurs usages ici et maintenant et les conséquences sociales escomptées. Pour que cela soit possible, l'articulation entre techniques fait l'objet d'une attention toute particulière car c'est précisément à l'endroit de tels points de jonctions que l'autonomie des techniques s'opère. C'est pourquoi le cloisonnement entre techniques peut être considéré comme légitime dans une société conviviale.

—
(
1
,

s

Silence n° 352 décembre 2007

Idées clés :

Culture technique des utilisateurs

L'utilisation quotidienne des outils conviviaux implique d'aller au-delà du simple rapport de l'individu aux fonctionnalités des outils industriels, vus comme boîtes noires, que seuls quelques spécialistes ouvrent de temps en temps, pour les réparer ou les modifier. Dans une société conviviale, l'entretien, la réparation ou la fabrication de ses outils est à la portée de nombreux utilisateurs, et il ne manque jamais quelqu'un pour éviter d'avoir à payer des spécialistes pour remplir de telles tâches. La culture technique des sociétés conviviales est donc élevée, non pas dans l'absolu (il ne s'agit pas de "s'approprier" les techniques industrielles, par exemple), mais relativement aux outils conviviaux utilisés quotidiennement par ses habitants.

Intégration des techniques entre elles

Bien que la division sociale du travail s'accroisse toujours plus, les techniques industrielles tendent au contraire à former un tout toujours plus cohérent. Ce mouvement d'intégration (les techniques formant un "système technicien") est une tendance de fond, pour laquelle on ne voit pas de limites. Riches ou pauvres, nous nous retrouvons à dépendre toujours davantage d'un tel système, injuste, voire amoral. Ce cadre forme le cadre habituel et obligatoire de nos actions. Et les contraintes de nos vies proviennent d'avantage de ce cadre technique incontournable, que des autres humains, de nos institutions ou encore des autres êtres vivants et des écosystèmes. Une société conviviale serait donc capable de reconnaître ses contraintes et de les desserrer. Non pas pour ce rendre maître du système technicien, mais pour faire éclater ce système en plus petits ensembles techniques.

Type de jonction entre les techniques

Dans les sociétés industrielles, la part du "travail social" (au sens donné par André Gorz) (8) augmente toujours plus, ce travail n'étant utile que combiné avec le travail d'un grand nombre de travailleurs qui ne se connaissent pas. Les liens entre de tels travailleurs disparaissent pour ne relever que d'échange d'informations, dont la circulation assure la jonction (articulation) entre différentes techniques et outils pris en charge par ces travailleurs. L'informatique assure cette circulation d'information, en présentant aux humains des interfaces de saisies et des logiciels guidant leurs actions les unes après les autres. Le sous-titre d'un ouvrage de Sylvie Craipeau, portant sur le

travail collectif informatisé, rend ainsi clairement compte de cette réalité : *Travailler ensemble séparément* (9). Dès lors, les techniques sont utilisées et combinées entre elles, en vue de faire fonctionner une organisation dont la finalité est plus ou moins claire. Au sein de cet ensemble technique, l'information est typiquement ce qui circule entre deux fonctions techniques différentes (un service marketing et un service production par exemple), afin de coordonner leurs actions respectives.

Contrairement aux émotions des personnes, les informations sont parfaitement objectivées. Elles rendent compte de l'état du monde tel qu'il a été modélisé et inscrit dans les logiciels assurant leur circulation. Dans ce cadre, on comprend donc que les liens véritables entre humains agissant dans une telle organisation sont voués à disparaître. L'existence de ces liens ne sera possible qu'ailleurs, dans un cadre privé et plus restreint, où il ne s'agit plus de travailler, mais de consommer seulement, à la hauteur du statut social de chacun. Cette existence privée peut alors être exagérément investie, comme étant le seul espace social offrant des possibilités de bonheur et d'autonomie. Cela est de nature à pousser un petit nombre de relations (couples, famille, amis) au-delà de ce qu'elles pourraient offrir (10), faute d'être plus nombreuses, faute d'être ouvertes et reliées à un monde social plus vaste et plus riche. Idéalement, une société conviviale ne séparerait donc pas aussi brutalement ce qui est de l'ordre du travail et ce qui relève des liens directs entre les personnes. Car comment négocier la finalité de ce travail si la "vraie vie" est ailleurs ?

Où va notre société technicienne et marchande ?

Quel genre d'autonomie accorde-t-elle aux personnes, et au dépend de quelles autres ? D'un point de vue extérieur et objectivant, nous pourrions, à la manière de Leroi-Gourhan (11), parler d'un dilemme entre la perspective d'une société "évoluée" mais infiniment contraignante envers ses individus-rouages et l'autre perspective, celle d'une autonomie des personnes comme horizon politique prioritaire, indépendamment des performances globales de la société (conquête de l'espace, etc.). Ou, pour le dire autrement : entre un système technicien sans vie politique et une société conviviale à la recherche de l'autonomie de tous ses membres.

Cette opposition n'est-elle pas un peu superficielle ? N'intéresse-t-elle pas seulement ceux qui, obsédés par la course technologique, surestiment son influence sur la société ?... Nous espérons d'une part avoir montré dans ces articles que les techniques industrielles ne cheminent pas sans la

Silence n° 352 décembre 2007

d'expliciter les objectifs et les valeurs (voire le laisser-faire irresponsables et l'absence de valeurs) des industriels, hommes d'affaire et "décideurs politiques"...

Relation Masculin / Féminin

La notion d'autonomie a une signification plus précise et plus riche politiquement que celle de liberté. Pourquoi ? Parce qu'elle nous invite à nous mettre d'accord sur les appuis concrets (techniques, mais pas seulement) à partir desquels se déploie la liberté des un-e-s et des autres. Cette liberté a forcément une contrepartie qui est l'entretien dans le temps de tels appuis. Florian Olivier définit ainsi l'autonomie comme "un ensemble de dépendances que l'on entretient (mais qu'il faut identifier)" (12).

Notre société industrielle nous force à accepter moult détours (l'argent, la science, les techniques industrielles, les médias de masse, la vie urbaine, les instances de représentation politique) pour assurer notre survie, de sorte que nous ne savons plus à quoi nous travaillons, et que nous n'avons plus la capacité même d'en décider.

En insistant à travers ces articles sur le rôle des techniques industrielles dans cette perte d'autonomie, nous pourrions laisser penser qu'un projet d'autonomisation devrait donc mettre au centre de l'attention les techniques, en invitant tout le monde à être un (poly)technicien hors pair, capable de produire toute sorte de chose (nourriture, logement, médicaments, outils, vêtements, etc.). Cette façon de comprendre « l'autonomie » comme une autre façon de produire serait pourtant reprendre à notre compte l'essentiel de ce qui constitue les promesses non tenues par l'industrie. A savoir : "en produisant le plus vite possible, le reste suivra".

Le "reste", c'est précisément ce qui assure la reproduction sociale et biologique de nos conditions de vie, la part de nos activités quotidiennes non encore valorisée économiquement, les tâches invisibles essentiellement prises en charge par les femmes. En un mot, l'intendance. C'est pourquoi, le genre, vision culturelle de ce qui est masculin et féminin, est une autre notion essentielle à partir de laquelle nous pourrions donner un contenu plus complet aux projets d'autonomie. Dans cette perspective d'autonomisation, la sortie de l'industrie n'est pas seulement un réoutillage de la société, mais une critique des rôles sexués sans laquelle ce réoutillage n'aboutirait qu'à favoriser



L'atelier de réparation de vélo de Pignon sur Rue à Lyon.

cieuses auxquels nous tenons le "souci des autres" (13). Pour savoir et apprendre comment une personne devient autonome (du point de vue de celles qui se pensent comme telles... !), il conviendrait de s'intéresser au travail, aujourd'hui effectué pour l'essentiel par les femmes, en direction des humains qui ne sont justement pas autonomes (enfants, personnes âgées, exclus, etc.). Ce travail sur autrui est aussi ce par quoi les institutions tiennent debout, par des ordres symboliques vivants plutôt que par des dispositifs techniques. Nous y trouverions certainement un domaine où coexistent plusieurs définitions possibles de ce qu'est l'autonomie, domaine qui a "l'avantage" de ne pas avoir été entièrement colonisé par les médiations marchandes et industrielles (14).

Deun ■

Article paru sur le site decroissance.info

Idées clés :

Silence n° 352 décembre 2007

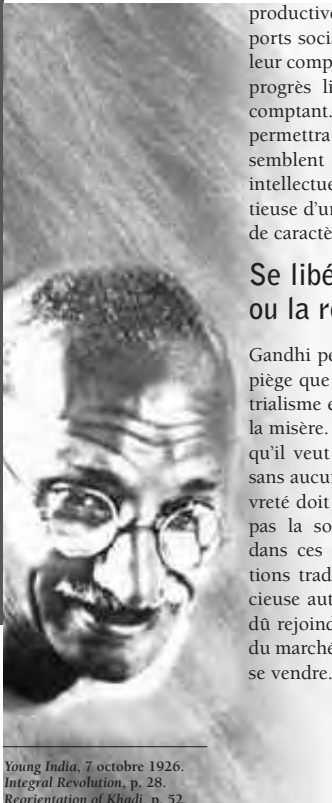
Gandhi : de la production de masse à la production par les masses

L'industrialisme fait partie d'un système plus vaste qui englobe des rapports sociaux, économiques et politiques de domination. C'est l'idée que semble défendre Gandhi, qui relie l'autonomisation du peuple indien par rapport à l'occupant britannique à une libération du système industriel importé de l'Occident. Sa réflexion a rencontré de nombreux échos ultérieurs dont certains sont également présentés ici, témoignant de sa fécondité possible.

La vulgate colonialiste puis développementaliste décrète que, pour sortir de la misère et de l'arriération, tout pays doit passer par un stade d'industrialisation qui va libérer les forces productives du pays, son économie et ses rapports sociaux. Nombre de colonisés ont repris à leur compte cette idée de sens de l'Histoire vers le progrès libérateur, en la prenant pour argent comptant. L'industrialisme est-il la solution qui permettra à l'Inde de s'émanciper ? C'est ce que semblent penser Nehru et la majorité de l'élite intellectuelle indienne qui ont une vision ambiguë d'une Inde basée sur une industrialisation de caractère capitaliste, intensive et massive.

Se libérer de la misère ou la renforcer ?

Gandhi perçoit ce modèle occidental comme un piège que son pays doit éviter. Pour lui, l'industrialisme est une fausse solution au problème de la misère. Il constitue un remède pire que le mal qu'il veut combattre. "La situation présente est sans aucun doute insupportable, écrit-il. La pauvreté doit disparaître. Mais l'industrialisme n'est pas la solution" (1). Les travailleurs engagés dans ces industries, amputés de leurs occupations traditionnelles, ont en effet perdu la précieuse autonomie liée à leurs savoir-faire et ont dû rejoindre la masse des chômeurs dépendants du marché du travail sur lequel ils n'ont plus qu'à se vendre.



Young India, 7 octobre 1926.
Integral Revolution, p. 28.
Reorientation of Khadi, p. 52.

L'industrialisme contraire à l'autonomie

Gandhi, à travers l'organisation sociale qu'il préconise, cherche à redonner à tout son peuple la dignité et l'autonomie. L'industrialisme est pour lui un obstacle radical à cette dernière. "Le swaraj (autonomie), écrit-il, ne peut être atteint par la construction de grandes usines qui contribuent à l'exploitation" (2). Ces grandes usines et les cités industrielles qui les accompagnent sont au contraire des lieux où l'on apprend à se déposséder de son autonomie et à entrer dans un mode de vie aliéné. L'aliénation se manifeste autant dans la production industrielle que dans la consommation de produits issus de l'industrie. "Nous devons expliquer aux gens qu'utiliser des produits de fabrication industrielle, c'est courir au désastre, explique-t-il. On ne devrait pas acheter des biscuits industriels même si c'est moins cher" (3).

La "dernière part" de l'activité nationale

Pour Gandhi, l'industrie, loin d'être le fer de lance de la modernité comme dans les imaginaires capitaliste et socialiste, n'est là que pour secondariser les activités artisanales et agricoles villageoises. Elle est secondaire et constitue une sorte de "moindre mal" pour certaines productions impossibles à trop petite échelle. Gandhi s'en méfie car, pour lui, l'industrie lourde est synonyme de centralisation. Il convient d'éviter autant que possible la "production de masse", c'est à dire "la production par le plus petit nombre de personnes à l'aide de technologies

hautement complexes". Ce processus s'inscrit en effet dans une dynamique anti-démocratique (4). Mais lorsque l'industrialisation est nécessaire, alors il se prononce dans une perspective pragmatique pour sa nationalisation. "Je suis suffisamment socialiste pour dire que de telles usines devraient être nationalisées ou contrôlées par l'Etat", écrit-il en 1924 (5). "Les industries lourdes devraient être centralisées et nationalisées, écrit-il dans son ouvrage sur le programme constructif, rédigé entre 1941 et 1945. Mais elles occuperont la dernière part de la vaste activité nationale qui se déroulera essentiellement dans les villages" (6).

Décentraliser la production

A l'inverse d'une organisation basée sur une industrie centralisée, Gandhi estime en effet qu'une économie non violente doit être autant que possible décentralisée et basée sur la production des villages. Il considère la centralisation du pouvoir et la concentration de la richesse comme étant des violences en elles-mêmes. A l'inverse, l'autonomie doit être bâtie par la base, c'est-à-dire à partir des milliers de villages qui composent l'Inde et abritent l'immense majorité de ses habitants. La décentralisation invite donc à un pouvoir polycentré : dans cette organisation, "chaque village deviendra le centre névralgique de l'Inde indépendante" (7).

Dans une économie décentralisée, la richesse est issue de la base, à l'inverse de la logique de la centralisation, dans laquelle "les bénéfices de l'industrialisation sont censés percoler lentement du haut vers le bas" (8).

Le rôle central du *khadi*

Comment s'organise cette économie décentralisée et libérée autant que possible de l'industrie ? Gandhi prône une organisation économique basée sur le *khadi*, c'est-à-dire le principe selon lequel l'ensemble de la chaîne de production du coton, de la culture à l'habit fini, peut être réalisée dans les villages. Le *khadi* est fondamental dans le programme constructif gandhien. Il symbolise et incarne l'autonomie possible de tous et de chacun pour ce besoin fondamental : se vêtir. S'autonomiser par la maîtrise de cette chaîne de production permet d'aller beaucoup plus loin encore que la simple contestation et la résistance aux conditions imposées par l'occupant britannique : cela permet de se passer concrètement de son concours en n'ayant plus besoin de lui. On voit combien, pour Gandhi, la libération par rapport à l'hétéronomie des usages concorde avec la libération politique vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Au cœur du *khadi* il y a cette exigence de "la production pour l'usage plutôt que pour le commerce" (9). Celle-ci a le gros avantage de permettre d'échapper aux fluctuations du marché et donc d'avoir plus de maîtrise sur ses conditions de vie. De plus, le *khadi* permet de ramener les activités et l'intelligence dans les villages. Il valorise le rôle des femmes dans le processus d'acquisition de l'indépendance et fait prendre conscience aux gens de leur dignité et de leur pouvoir. Gandhi rêve d'une généralisation de cette pratique, mais il n'aspire pas non plus à un peuple de tisserands : il n'attend pas que l'on passe plus d'une heure par jour à ce travail.

La force matérielle et symbolique du rouet

Gandhi tient par ailleurs à préciser qu'il ne s'agit pas de retourner au passé où l'homme était esclave de son *charka* (rouet) pour vivre. Au contraire il s'agit d'utiliser le rouet à filer le coton comme un instrument social d'émancipation. L'usage que l'on peut faire de cet instrument peut être socialement très varié, de même que "l'homme libre mange le même pain que l'esclave, [mais que] l'un mange le pain de la liberté, l'autre de l'esclavage" (10). Ainsi, estime-t-il, qu'il revient au mouvement d'émancipation de l'Inde "la tâche de faire du *charka*, qui a été durant des siècles un symbole de pauvreté, de misère, d'injustice et de travail forcé, le symbole de la puissante force de la non-violence, du nouvel ordre social et de la nouvelle économie" (11). Le rouet, estime finalement Gandhi, est une arme puissante pour le combat politique, social et économique d'émancipation du peuple indien. Il devrait être, et cela est essentiel pour comprendre la pensée gandhienne, le *symbole de la liberté à la fois économique et politique*.

Les autres activités villageoises

Mis à part le *khadi*, c'est l'agriculture qui joue un rôle également central dans l'activité et l'organisation du village telles que les conçoit le mahatma. "Le *khadi*, sinon l'agriculture" martèle-t-il (12). D'autres activités productives de village fleuriront également dans la société que Gandhi appelle de ses vœux. Mais elles auront un rôle moins central que le *khadi* et viendront en soutien de celui-ci. "Elles ne peuvent exister sans le *khadi*", écrit-il en 1942, et le *khadi* sera privé de sa dignité sans elles. L'économie des villages ne peut être complète sans les activités de transformation villageoises essentielles telle que le tissage et la couture à la main, la fabrication de soupe, de papier,

S!!



d'allumettes, le tannage, le pressage de l'huile..." (13). Gandhi précise par ailleurs que, "autant que possible, chaque activité sera menée sur des bases coopératives" (14). "Un tel développement, précise son disciple Jayaprakash Narayan, pourrait en outre rétrécir le fossé qui va s'élargissant entre villes et villages, et tempérer les nuisances de l'urbanisation".

Jayaprakash Narayan et les communautés agro-industrielles

Selon l'économiste gandhien (et ex-marxiste) Jayaprakash Narayan (15), il faut faire en sorte que "chaque village ou au moins chaque petit groupe de villages se développe comme une communauté agro-industrielle". Que signifie cette expression ? "Le terme 'agro-industriel' signifie un mélange organique d'agriculture et d'industrie", explique-t-il. Et de préciser qu'"une communauté agro-industrielle ne produirait, par exemple, pas uniquement (...) des fruits et des légumes, du sucre de canne et du coton, mais aussi des radios, des pièces de bicyclettes, de petites machines, des appareils électriques, etc., qui peuvent être nécessaires dans la région". Il n'y a donc pas à rejeter toute production de type industriel, mais à limiter celle-ci à la petite industrie la plus décentralisée possible, pour des biens eux-mêmes d'une complexité limitée. Il faut distinguer différentes échelles d'industrie : de village, de district, d'Etat. Et ne pas appliquer le même régime à chacun de ces niveaux d'industrialisation.

Pour une économie gandhienne moderne et innovante

Narayan affirme que son propos n'est nullement de vouloir conserver à tout prix des modes de production traditionnels. Les innovations techniques sont tout à fait possibles et souhaitables dans un modèle d'économie gandhienne : "On doit effectuer un effort constant et organisé pour améliorer la machinerie de petite taille, de telle sorte que, sans rien ajouter à son prix, son efficacité et sa productivité continuent d'augmenter". Pour cela, il convient d'encourager la "recherche". Mais l'essentiel est que cette innovation doit se faire selon des critères qui rendent cette technique accessible et appropriable par le plus grand nombre.

En réalité, Gandhi n'est pas un obscurantiste opposé à toute industrialisation ou technique innovante. "Je ne cherche pas l'éradication de la mécanisation, mais sa limitation", écrit-il en 1924 (16).

Production de masse ou production par les masses?

Dans cette optique, laissons à l'économiste britannique E.F. Schumacher le soin de conclure, en faisant le lien entre la pensée gandhienne et des perspectives qui nous sont plus familières : "Selon Gandhi, tous les pauvres du monde ne peuvent trouver de secours dans la production de masse, mais seulement dans la production par les masses. Le système de production de masse — qui repose sur une technologie sophistiquée, très gourmande en capital, tributaire d'une forte consommation d'énergie, et qui fait l'économie du travail de l'homme — présuppose que l'on soit déjà riche, car on a besoin d'un fort investissement en capital rien que pour établir un seul poste de travail. Le système de production par les masses mobilise, lui, les ressources inappréciables propres à tous les êtres humains : leur esprit éclairé et leurs mains expertes, et leur donne en renfort des outils de première classe. La technologie de la production de masse porte en elle la violence. Elle fait des ravages sur le plan écologique. Elle va à l'encontre du but recherché quant aux ressources non renouvelables et annihile la personne humaine. La technologie de la production par les masses, qui fait appel au meilleur de la connaissance et de l'expérience modernes, favorise la décentralisation, est compatible avec les lois de l'écologie, et fait un emploi modéré des ressources rares. Enfin, elle se propose de servir la personne humaine au lieu d'en faire l'esclave des machines. Je l'ai appelée technologie intermédiaire (ou de niveau moyen), pour indiquer qu'elle est de beaucoup supérieure à la technologie primitive des siècles passés tout en étant, dans le même temps, beaucoup plus simple, plus économique et indépendante que la super-technologie des riches. On peut aussi l'appeler technologie de l'aidez-vous vous mêmes', ou 'technologie démocratique', ou encore 'technologie du peuple' : une technologie à laquelle tout le monde peut accéder et qui n'est pas réservée à ceux qui sont déjà riches et puissants" (17).

Etonnant aller-retour entre les réflexions d'un opposant indien à l'impérialisme britannique dans la première partie du 20^e siècle, et un économiste britannique qui s'appuie sur ces positions pour inventer une pensée moderne, écologiquement et socialement innovante pour la société du 21^e siècle.

Guillaume Gamblin ■

Idées clés :